



N° 8 - Décembre 2010

Panorama au 3 décembre 2010

Éditorial

En octobre 2010, la reprise des exportations se confirme pour les vins et alcools, les céréales et les produits laitiers

Le commerce extérieur agroalimentaire français confirme sa dynamique de reprise sur les dix premiers mois de 2010, notamment celle des exportations de vins et spiritueux entamée fin 2009. En octobre, l'excédent commercial croît pour une grande part grâce aux échanges de produits transformés avec les pays tiers, mais aussi avec l'Union européenne pour la première fois depuis 2008. Sa croissance s'explique aussi par les échanges de produits bruts, les exportations françaises de blé tendre s'intensifiant vers les pays tiers, tant en volume qu'en valeur avec la hausse des cours mondiaux (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, décembre 2010*).

Au troisième trimestre 2010, les exportations de boissons alcooliques distillées se sont considérablement redressées, après la chute brutale du début 2009 et la reprise rapide qui a suivi. Les États-Unis restent le premier client de la France, mais ils ont perdu de l'importance au profit de Singapour et de la République populaire de Chine. Le cognac, premier poste d'exportation en valeur, a profité de la reprise de la demande des États-Unis et de la hausse des prix. La vodka, peu affectée par la crise économique, est de plus en plus exportée vers les États-Unis depuis 2004 (*Boissons alcooliques*

distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise, Industries agroalimentaires n° 2010/136, décembre 2010). De même que les vins d'appellation d'origine protégée (AOP), les champagnes bénéficient de la reprise des échanges, leurs exportations dépassant quasiment de moitié celles de 2009 entre janvier et septembre 2010. Pour autant, celles-ci n'ont pas retrouvé le niveau précédant la récession.

Pour les vins AOP, la demande plus soutenue en provenance des pays tiers favorise la hausse des prix français à la production au début de la campagne de commercialisation 2010/2011. Pour autant, la hausse des prix s'applique à la plupart des catégories de vins. Sur le marché intérieur, la demande est au contraire peu dynamique, dans un contexte toutefois, où la récolte viticole française de 2010 serait la deuxième récolte la plus faible depuis dix ans après celle de 2008 (*Marché viticole : des prix en reprise, Viticulture n° 2010/134, décembre 2010*).

Concernant les céréales, l'importance des exportations françaises de blé tendre notamment vers les pays du Moyen-Orient a entretenu la hausse des prix français. Entraînée précisément par le blé et aussi l'orge, la poussée des prix céréaliers exposés aux

fortes tensions des marchés mondiaux a culminé en septembre. En octobre, la hausse des prix du blé fléchit un peu, passant de + 93 % à + 76 %. Quant aux prix du maïs français, ils sont restés très soutenus courant octobre, comme pour les autres origines mondiales dans le climat d'inquiétude concernant la production nord-américaine. En France, l'écart entre les prix du blé et du maïs se réduit alors. En novembre, les cours mondiaux et français du blé et du maïs se stabilisent à un niveau encore très élevé. Depuis juillet, les cours français du colza, et aussi du tournesol, augmentent en continu à cause d'une forte réduction de l'offre française et européenne, et de la croissance de la demande en agrocarburants.

En novembre pour l'ensemble des fruits et des légumes, les prix français à la production affichent une hausse sur un an de respectivement + 26 % et + 14 %, contrastant avec la situation critique de 2009. Les campagnes se sont conclues favorablement pour les produits d'été, à l'exception de la pêche et du melon pour lesquelles elles ont été plus nuancées. Pour la courgette (*Infos rapides Courgette, novembre 2010*), et particulièrement pour la tomate après deux campagnes difficiles (*Infos rapides Tomate, novembre 2010*), les prix dépassent les prix moyens des cinq

dernières campagnes. Pour tous les produits d'hiver sauf l'endive, les prix de novembre se situent au-dessus de ceux de 2009. Par rapport aux prix moyens 2005-2009, seuls sont inférieurs ceux de la carotte et des salades. La hausse concerne notamment les prix du poireau et du chou-fleur qui subissaient au contraire une baisse sur un an en octobre (*Infos rapides Poireau et Chou-fleur, novembre 2010*). Concernant les fruits, la pomme, déclarée en crise au début de la campagne de commercialisation de 2009, présente en 2010, comme la poire, des prix dépassant de près de 30 % ceux de 2009, et aussi nettement les prix moyens 2005-2009.

En octobre, les produits laitiers alimentent également l'augmentation de l'excédent commercial français avec les pays tiers, bien que dans une moindre mesure que le blé tendre et les boissons alcoolisées. Soutenues par la demande extérieure globale, les fabrications des principaux produits laitiers ont été plus dynamiques en septembre que celles de 2009, notamment celles de crème conditionnée. À l'inverse pour les laits conditionnés, les fabrications diminuent, et leurs ventes sur le marché extérieur beaucoup plus nettement encore (- 50 %), cette

baisse semblant se faire au profit des poudres de lait dont les fabrications et les exportations progressent très fortement. Dans ce contexte international, la reprise du prix standard du lait de vache s'accroît et atteint + 17 % en octobre. La collecte laitière serait plus abondante de 8 % que celle d'octobre 2009 (*Infos rapides Lait, novembre 2010*).

En octobre, contrairement aux ovins et aux porcins, les abattages de bovins augmentent (*Infos rapides Animaux de boucherie, novembre 2010*), de même que ceux de volailles (*Infos rapides Aviculture, décembre 2010*). Tant pour le bétail que pour les volailles, les prix à la production d'octobre sont plus élevés par rapport à ceux de 2009 que ceux de septembre. Pour le bétail, l'accélération de la hausse est due notamment aux bovins et aux porcins (+ 5 %). En fait pour ces derniers, la diminution saisonnière du prix entre septembre et octobre est moins importante qu'en 2009. Pour autant, le prix du porc charcutier reste inférieur de 5 % au prix moyen de la période 2005-2009.

Depuis 2002, le solde du commerce extérieur des viandes et préparations de lapins est positif et s'accroît, le prix à l'exportation baissant néanmoins

depuis 2007. En 2009, l'Union européenne absorbe près de 90 % des exportations françaises, notamment l'Italie qui achète plus du quart de la production. Malgré le développement des exportations et un regain de consommation en 2010, le déséquilibre de l'offre et la demande persiste et pénalise la filière lapin confrontée au repli chronique de la consommation depuis dix ans. La Chine et l'Espagne sont les principaux fournisseurs de la France en viandes et préparations de lapins (*La filière lapin souffre du repli chronique de sa consommation, Aviculture n° 2010/135, décembre 2010*).

En octobre 2010 sur le marché intérieur français, la hausse des prix agricoles se stabilise globalement à + 17 % par rapport à octobre 2009, à cause de la moindre pression des prix céréaliers à partir de fin septembre (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, décembre 2010*). En parallèle, une reprise de la hausse des prix de l'énergie et l'accélération de celle des prix de l'alimentation animale font augmenter les coûts de production, cette augmentation touchant toutes les catégories d'exploitation (*Infos rapides Moyens de production, décembre 2010*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Marché viticole : des prix en reprise, <i>Viticulture</i>	5	<i>Auriane Renaud</i>
La filière lapin souffre du repli chronique de sa consommation <i>Aviculture</i>	9	<i>Christian Pendariès</i>
Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise, <i>IAA</i>	15	<i>Lise Lefebvre</i>
Organismes et abréviations	19	
Pour en savoir plus	21	

Liste des Infos rapides parues

<i>Animaux de boucherie n° 10/11, novembre 2010</i>	<i>A. Egger, M.-A. Lapuyade</i>
<i>Aviculture, n° 11/11, décembre 2010</i>	<i>C. Pendariès</i>
<i>Chou-fleur, n° 3/6, novembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 12/12, décembre 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Commerce extérieur agroalimentaire, n° 12/12, décembre 2010</i>	<i>H. Vigouroux</i>
<i>Concombre, n° 5/5, novembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Courgette, n° 4/4, novembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 10/10, décembre 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Lait, n° 10/11, novembre 2010</i>	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Moyens de production, n° 10/10, décembre 2010</i>	<i>L. Lefebvre, A. Viguiier</i>
<i>Poireau, n° 3/5, novembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 10/10, décembre 2010</i>	<i>C. Deroin</i>
<i>Tomate, n° 6/6, novembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Retour éditorial

Marché viticole : des prix en reprise

En 2010, la récolte viticole française, estimée à 45,7 millions d'hectolitres, est particulièrement faible, et plus basse que celle de 2009. Elle dépasse cependant la très faible récolte de 2008. Si la demande intérieure est assez peu dynamique, le commerce extérieur s'améliore. Les volumes exportés de vins d'appellation d'origine protégée (AOP) progressent en effet, surtout vers les pays tiers. Cette progression est très marquée sur les champagnes. En début de campagne, les prix augmentent pour la plupart des vins.

Disponibilités en baisse pour la campagne 2010/2011

Selon les prévisions du Service de la statistique et de la prospective (SSP) au 1^{er} novembre, la récolte française de vin s'élèverait à 45,7 millions d'hectolitres pour la campagne 2010/2011. Il s'agirait de la seconde récolte la plus faible de la décennie, après 2008. La production serait en retrait de 2 % par rapport à la récolte 2009, et de 6 % par rapport à une récolte moyenne des cinq dernières campagnes entre 2006 et 2010. Par rapport à 2009, la production reculerait de 4 % pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) hors eaux-de-vie, et de 3 % pour les

vins avec indication géographique protégée (IGP). Par rapport à la moyenne 2006-2010, le recul serait de - 5 % pour les AOP et atteindrait - 11 % pour les IGP.

Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), les récoltes des autres principaux États membres se replieraient également. Le repli le plus marqué concernerait l'Italie (- 11 %, de 43,5 à 45,2 Mhl), reléguée à la deuxième place des pays producteurs européens derrière la France. Seule la récolte de l'Espagne, au troisième rang avec environ 10,1 millions d'hectolitres (Mhl), serait stable par rapport à 2009. La baisse de la produc-

tion européenne va de pair avec une réduction des superficies, déjà observée en 2009/2010 et qui se poursuivrait en 2010/2011. Cette campagne 2010/2011 correspond en effet à la troisième et dernière campagne d'application de la mesure d'arrachage avec primes, dans le cadre de l'Organisation commune de marché viticole en vigueur. Au niveau mondial, selon l'OIV, la production reculerait d'environ 4 %, se situant entre 254,9 et 263,5 millions d'hectolitres hors jus et moûts.

D'après les données de la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI), les stocks français de vin à la production pour le début de

campagne 2010/2011 s'élèvent à 33,6 Mhl et sont stables par rapport à 2009. Alors qu'ils progressent pour les vins AOP (+ 4,5 %), ils sont en net recul pour les autres vins (- 13 %), surtout pour les vins sans indication géographique (- 18 %). Ainsi, les deux baisses simultanées de la production et des stocks à la propriété diminuent les disponibilités. Tous vins confondus, celles-ci baisseraient de 1,1 %, le retrait pour les vins IGP et sans IG (- 8 %) étant un peu atténué par une légère augmentation pour les vins AOP.

Volumes échangés en baisse pour les vins rouges et rosés

Les volumes des transactions de vins en vrac sont en très fort repli, d'après les contrats de première commercialisation visés par FranceAgriMer. Cumulés sur les seize premières semaines de campagne, ils baissent en effet d'environ 30 % par rapport à 2009/2010 pour les vins rouges et rosés, et ce à la fois pour les vins IGP et sans IG. Au contraire pour les vins blancs, les volumes échangés progressent par rapport à 2009, surtout pour les vins sans IG (+ 6 %).

Pour autant, les transactions sur les quatre premiers mois pèsent peu sur l'ensemble de la campagne, particulièrement pour les vins IGP. En effet, pour les vins rouges IGP, les volumes échangés sur cette période en 2009 représentaient 15 % du volume échangé sur l'ensemble de la campagne et 10 % pour les vins blancs IGP. Le poids des quatre premiers mois est substantiel seulement pour les vins rouges et rosés sans IG (près de 28 %).

La demande extérieure de vins AOP progresse

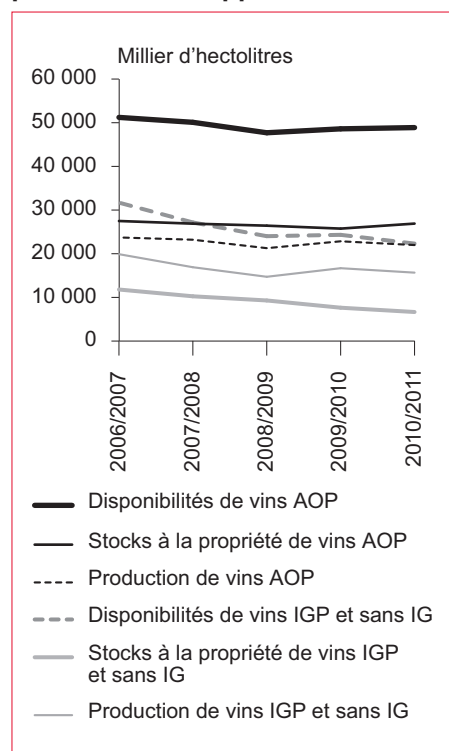
De janvier à septembre 2010, les exportations de vins augmentent par rapport à 2009 (+ 7 % en volume et + 13 % en valeur), à la fois vers l'Union européenne et les pays tiers. La hausse est plus nette encore pour les vins AOP (+ 15 % en volume et + 14 % en valeur). Plus précisément, pour les vins AOP tranquilles, l'augmentation est de + 13 % en volume (+ 7 % en valeur) alors que, pour les champagnes, elle est plus importante (+ 29 % en volume et en valeur). Ces vins, ayant le plus souffert de la crise éco-

nomique, bénéficient maintenant d'une tendance de reprise.

La progression la plus forte concerne les exportations à destination des pays tiers, notamment de champagnes (+ 45 % en volume et + 50 % en valeur). Pour autant, les niveaux d'exportations antérieurs à la crise ne sont pas atteints. Pour les champagnes, les expéditions à destination des pays tiers avaient décliné à partir de 2007, à cause d'une modification de leur itinéraire (cf. encadré p. 7), et surtout en 2008 et 2009. Cumulées de janvier à septembre 2010, les exportations de champagnes vers les pays tiers demeurent 8 % en dessous du point haut de 2006. À destination de l'Union européenne, elles restent inférieures de 14 % à leur niveau de 2006.

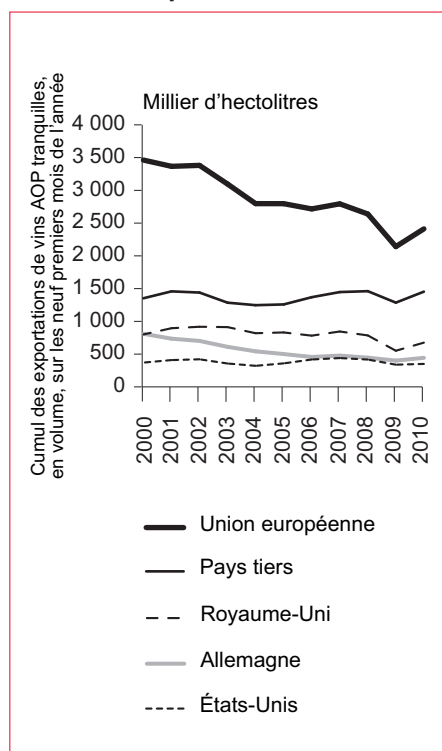
Au niveau mondial et malgré leur progression, les exportations de vins AOP tranquilles restent inférieures de 19 % à leur volume de 2007 antérieur à la crise. Le fort écart concernant l'Union européenne (- 23 % en volume) est un peu atténué par une plus faible amplitude pour les pays tiers (- 11 %).

Disponibilités stables pour les vins d'appellation



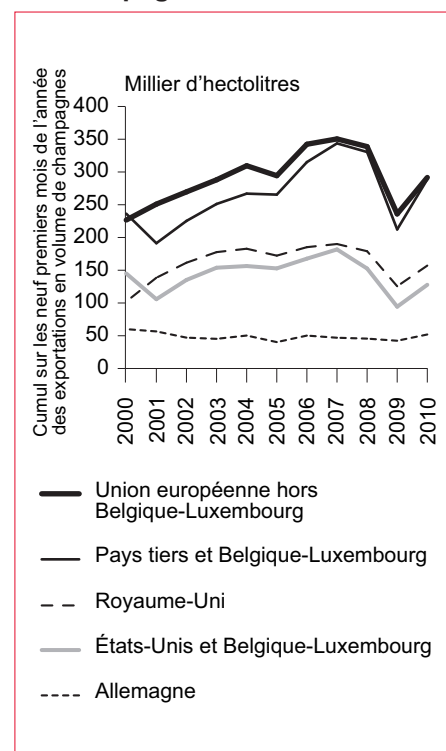
Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

En 2010, reprise des exportations de vins tranquilles AOP



Source : DGDDI (Douanes)

En 2010, reprise des exportations de champagnes



Source : DGDDI (Douanes)

Les prix des vins IGP et sans IG sont en légère hausse

Sur les seize premières semaines de campagne, le prix des vins rouges et rosés, hors vins d'appellation, progresse très nettement, d'environ + 17 % par rapport à 2009. Sur le seul mois de novembre, le prix des vins IGP rouges et rosés s'accroît notamment de près de 24 % par rapport à 2009. Pour les vins blancs IGP, le prix est irrégulier depuis août, mais la tendance globale est à la hausse : sur les trois premiers mois de campagne, leur prix baisse de 2,6 % par rapport à 2009, mais augmente de 12 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes entre 2005 et 2010. À partir d'octobre, le prix des vins blancs sans IG est en forte progression, après un point très bas fin septembre dû à une explosion des volumes vendus de vins de Charente. Les prix des vins blancs sans IG sont de fait coutumiers d'une grande variabilité.

Vins d'appellation : relèvement de l'IPPAP en ce début de campagne

Pour les vins d'appellation hors champagnes et sur les trois premiers mois de campagne, l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) croît de 2,7 % par rapport à 2009, et de près de 6 % par rapport à l'indice moyen 2005-2009.

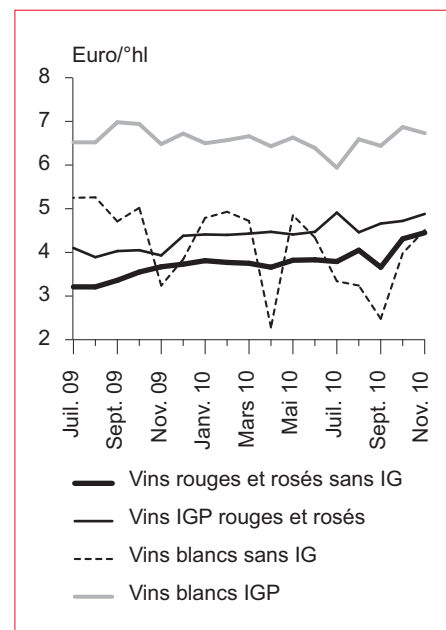
Pour les vins de Bordeaux, il progresse de 2,6 % par rapport à 2009 (+ 4,4 % par rapport à 2005-2009). De plus, sur les trois premiers mois de campagne, les volumes de ventes en vrac de vins de Bordeaux augmentent de près de 8 % par rapport à 2009, et les prix de 1 %.

Pour les vins de Bourgogne, l'ippap est en retrait par rapport à la moyenne 2005-2009, mais progresse de 1 % par rapport à 2009. La situation diffère selon les couleurs. Alors que l'ippap

des vins rouges s'accroît de 3,5 %, celui des vins blancs recule de 0,6 %.

Pour l'appellation Côtes-du-Rhône, l'ippap progresse nettement à la fois par rapport à 2009 (+ 9 %), et à la moyenne 2005-2009 (+ 10 %).

Léger redressement des prix des vins IGP et sans IG



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats

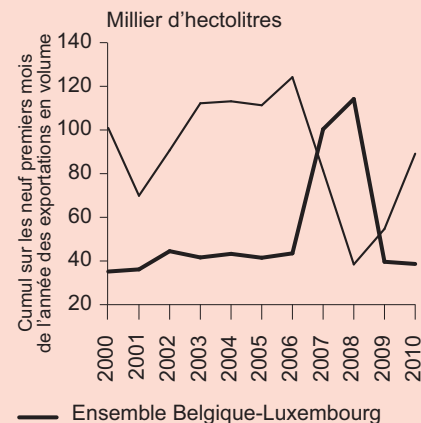
2007 et 2008 : transfert par la Belgique d'une partie des exportations de champagnes destinées aux États-Unis

En 2007 et 2008, suite à l'implantation d'une plate-forme d'exportation de produits alcoolisés en Belgique, une partie des exportations de champagnes français destinés aux États-Unis a transité par la Belgique. Ainsi, entre 2006 et 2007, les exportations de champagnes vers les États-Unis ont chuté de 43 milliers d'hectolitres (- 34 %), alors qu'elles ont progressé de 57 milliers d'hectolitres à destination de l'ensemble Belgique-Luxembourg.

Le rapatriement en France de cette plate-forme explique partiellement la nette baisse entre 2008 et 2009 des volumes exportés de janvier à septembre vers la Belgique (- 65 %), alors que ceux destinés aux États-Unis bondissent de 42 %. En 2010, les premiers restent stables, un peu en dessous de leur niveau de 2006. Si les seconds progressent de 63 %,

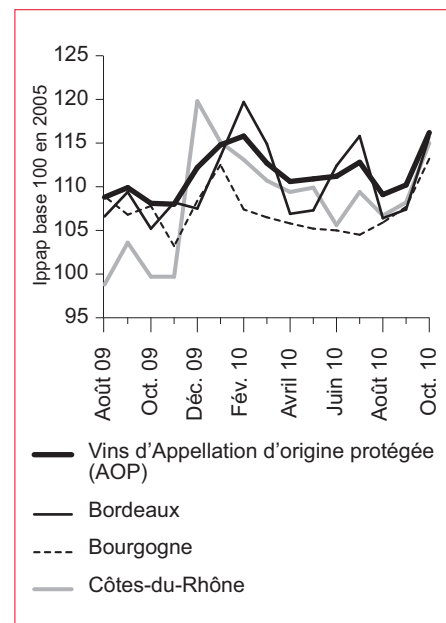
leur valeur augmentant de 73 %, ils n'en demeurent pas moins inférieurs de 28 % à leur niveau de 2006.

En 2007 et 2008, une partie des champagnes à destination des États-Unis transite par la Belgique



Source : DGDDI (Douanes)

Reprise du prix à la production des vins d'appellation



Sources : Agreste, Insee

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation, sont fournis par FranceAgriMer sur www.onivins.fr/
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Un potentiel de récolte estimé à 45,7 millions d'hectolitres », Infos rapides n° 5, novembre 2010
- « Marchés viticoles : une demande plus dynamique », Synthèse Viticulture n° 2010/115, juin 2010
- « Marchés viticoles : des signes encourageants à confirmer », Synthèse Viticulture n° 2010/106, mars 2010

[Retour éditorial](#)

La filière lapin souffre du repli chronique de sa consommation

Depuis plus de dix ans, la filière française du lapin est confrontée au repli de sa consommation. Au cours des neuf premiers mois de 2010, malgré une orientation à la hausse des achats des ménages, les abattages continuent de baisser. La situation économique de la filière est délicate. Bien que l'interprofession ait mis en œuvre un accord de réduction de la production en 2008, le déséquilibre entre l'offre et la demande persiste, et ce malgré le développement des exportations et un regain d'intérêt des consommateurs en 2010. Depuis 2002, le solde extérieur de viandes et préparations de lapins est en effet positif et s'accroît mais, depuis 2007, le prix à l'exportation baisse. En 2009, l'Union européenne absorbe près de 90 % des exportations françaises avec notamment l'Italie qui en achète un peu plus du quart. La Chine et l'Espagne sont les principaux fournisseurs de la France en viandes et préparations de lapins.

En 2010, la conjoncture économique de la filière lapin est contrastée : abattages en baisse, mais hausse des achats des ménages

De janvier à septembre 2010, la situation économique de la filière lapin est contrastée : les achats des ménages semblent orientés à la hausse, mais les abattages se replient et l'excédent du commerce extérieur de viandes et préparations de lapin s'érode. Dans le même temps, le prix de l'aliment pour lapins augmente et pèse sur les charges des producteurs, alors que les cours à la production diminuent. Les tonnages de lapins abattus reculent de 1 % par rapport à la même période en 2009 (36 250 tonnes en 2010 contre 36 500 tonnes en 2009).

De janvier à août 2010, les exportations de viandes et préparations de lapin se replient de 10 % par rapport à la même période en 2009, soit 3 600 tonnes équivalent carcasse (téc) contre 4 000 téc. Elles reculent de 26 % vers la Belgique et de 36 % vers l'Italie, mais elles progressent de 72 % à destination de l'Espagne. Dans le même temps, les importations augmentent de 69 % (1 700 téc contre 1 000 téc). Les approvisionnements en provenance de Chine progressent de 85 % et ceux provenant d'Espagne de 80 %.

En moyenne au cours des neuf premiers mois de 2010, le cours du lapin s'est replié de 1,6 % par rapport à la même période de 2009 (1,53 €/kg vif contre 1,55 €/kg vif). L'indice des prix

d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) de l'aliment pour lapins progresse de 12 % en octobre par rapport à août, après être resté quasi-stable depuis début 2010.

Cumulés sur les trois premiers trimestres 2010 et selon l'indicateur Kantar World Panel pour FranceAgriMer, les volumes de viande de lapin achetés par les ménages du panel (27 500 tonnes), de même que les sommes qu'ils dépensent, progressent d'environ 5,5 %. Selon *L'éleveur de lapin*, cette progression résulterait de la morosité de la conjoncture économique. Les consommateurs se détourneraient en effet des viandes les plus chères, comme le bœuf ou l'agneau au bénéfice des viandes à meilleur

marché. De même que la volaille, le lapin serait une des viandes les plus recherchées, mais dans une moindre mesure car plus onéreux : en 2009, selon l'indicateur Kantar, le kilo de lapin est acheté par les ménages à 8,36 €/kg en moyenne contre 6,21 €/kg pour le poulet.

La production de lapin se replie depuis plus de dix ans, suivant le déclin de la consommation

La consommation de viande de lapin est limitée à quelques pays tels que la France et ses pays limitrophes, notamment la Belgique, l'Espagne et l'Italie, mais aussi la Chine où cette production s'est largement étendue dans les années 1980. Dans la plupart des autres pays, la préparation de cette viande n'appartient pas à la tradition culinaire. Le nombre de consommateurs français est également limité, le taux de pénétration du marché se situant légèrement en dessous de 10 % selon Kantar pour France-AgriMer, entre le cheval (4 %) et l'agneau (18 %). Ce taux de pénétration correspond au nombre d'acheteurs de lapins pendant une période de quatre semaines rapporté au nombre de personnes composant le panel.

En France, la consommation de lapin est régulièrement en baisse mais les

causes de désaffection des consommateurs sont difficiles à cerner. Des études poussées mériteraient d'être menées pour approfondir certaines explications avancées : l'image du lapin et en particulier l'image d'animal de compagnie du lapin, la comparaison avec d'autres viandes en terme de prix et de diversité de l'offre des produits.

De son côté, l'interprofession insiste dans les campagnes promotionnelles sur les qualités nutritionnelles de cette viande.

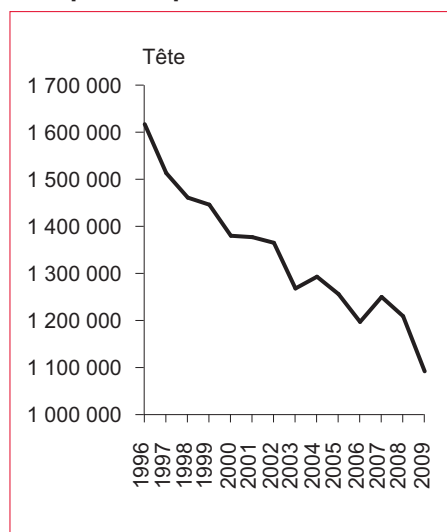
Le climat économique en demi-teinte de l'année 2010 succède à une période assez délicate pour la filière : entre 1996 et 2009, les effectifs de lapines reproductrices ont baissé en continu (- 32 %). Selon l'enquête Structure des exploitations réalisée par le Service de la statistique et de la prospective, les élevages de plus de dix lapines-mères diminuent de moitié entre 2000 et 2007, le nombre d'éleveurs passant de 10 000 environ en 2000 à moins de 5 000 en 2007. Dans ce contexte de réduction et de concentration, la production et les abattages se replient également, de légères reprises intervenant en 2004 et 2007.

Entre 1996 et 2009, le repli des abattages ayant lieu dans les abattoirs atteint 23 %. En 2007, les tonnages de

lapins abattus font l'objet d'un sursaut, l'augmentation de la production étant liée à plusieurs facteurs. En premier lieu, le secteur s'est développé à la suite de la crise de l'influenza aviaire entre septembre 2005 et juin 2006 qui a orienté certains consommateurs de volaille vers le lapin. En second lieu, l'amélioration des performances techniques, une meilleure maîtrise de la situation sanitaire et une chaleur estivale moins forte ont induit une hausse de la productivité. Après le retour des volailles dans les rayons, la consommation de lapin n'augmente alors pas suffisamment et des stocks importants s'accumulent dans les abattoirs. Afin de les résorber et d'orienter le cours du lapin à la hausse, l'interprofession demande aux producteurs de limiter leur production en 2008, conformément à l'accord de maîtrise de la production signé par la filière le 13 décembre 2007. Il s'ensuit pour les abattages deux baisses annuelles successives de 5 %, la première en 2008 et la seconde en 2009 par rapport à 2008, bien que l'accord de réduction ne concerne que 2008.

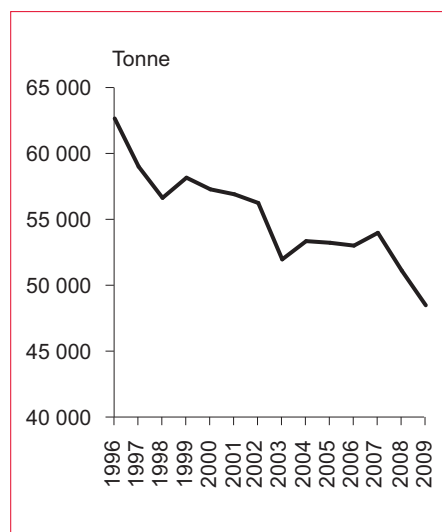
De 2005 à 2010, le cours moyen à la production du lapin baisse de 7 %, à l'exception d'une légère embellie en 2008, qui peut correspondre à une baisse plus rapide de la demande que de l'offre.

Baisse continue du nombre de lapines reproductrices



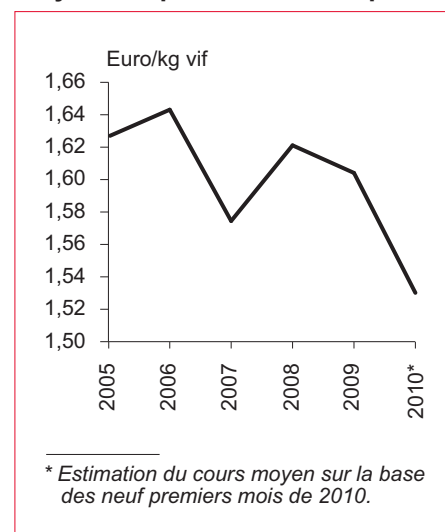
Source : Agreste

Repli régulier des abattages de lapins, sauf au cours des années 2004 à 2007



Source : Agreste

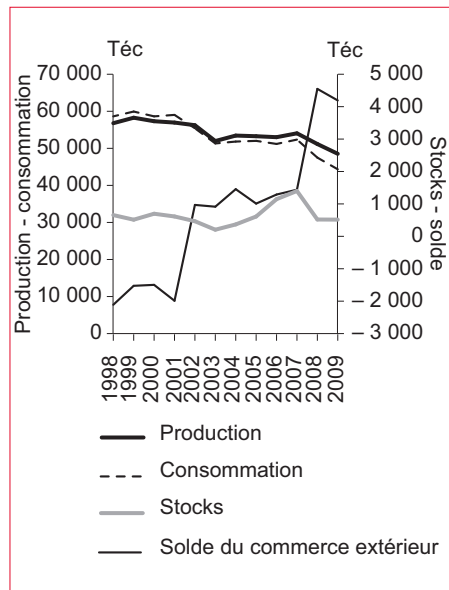
Depuis 2008, baisse du cours moyen à la production du lapin



Sources : Agreste, Insee

La consommation française de lapin, calculée par bilan, suit une tendance à la baisse (- 40 % depuis 1998). Le léger rebond observé en 2004, soutenu ensuite par la crise de l'influenza

La production de lapins se maintient mieux que la consommation et alimente le solde du commerce extérieur de viandes et préparations



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

aviaire affectant la consommation de volailles, dure tout juste deux ans. En 2006, la consommation de lapin baisse de nouveau avec le retour des volailles dans les rayons à partir du second semestre. En 2007, la relative bonne tenue de la consommation serait due à un grand nombre d'offres promotionnelles, l'un des slogans étant « un lapin gratuit pour un lapin acheté ». En 2008, l'effort promotionnel faiblissant, la consommation se replie de 9 % par rapport à 2007, puis encore de 7 % en 2009 par rapport à 2008.

Depuis 2002, le solde du commerce extérieur de viandes et préparations de lapins est positif

Le commerce extérieur de viandes et préparations de lapins se caractérise par sa variabilité d'une année sur l'autre. En 2009, les échanges ne représentent que 13 % de la production pour les exportations, 4 % pour les importations et 9 % pour le solde extérieur.

Après avoir oscillé entre 1997 et 2007, les exportations ont bondi en 2008/2009. En 2009, la hausse atteint 83 % par rapport à 1996. Les importations de viandes et préparations sont

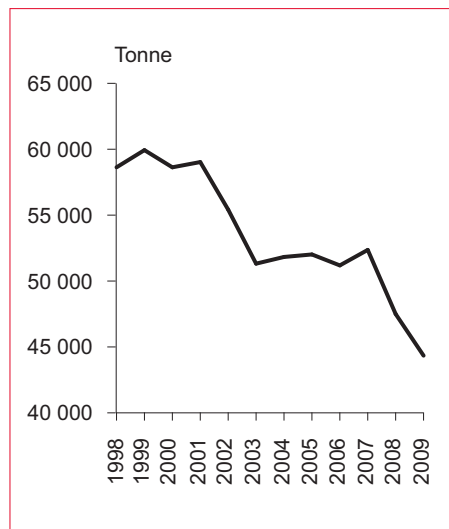
relativement élevées de 1996 à 2001, s'effondrent en 2002 et, depuis, sont quasiment stables. En 2009, leur repli est de 73 % par rapport à 1996.

En 2002, le solde extérieur de viandes et préparations de lapin devient ainsi largement positif en volume et en valeur. Toutefois, le prix moyen à l'exportation est en repli à compter de 2008, année pour laquelle, selon la direction générale des douanes, le solde extérieur gonfle de 216 % par rapport à 2007 en volume, alors qu'il n'augmente que de 40 % en euros. La forte baisse du prix du lapin à l'exportation en 2008 (- 14 % par rapport à 2007) survient après deux années de stockage très important (plus de 1 100 tonnes en 2006 et 1 400 tonnes en 2007 contre une moyenne de 500 tonnes les autres années).

Les importations baissent fortement en 2002, notamment en provenance de Chine

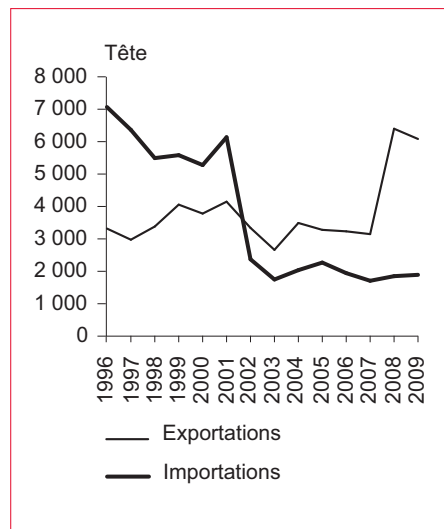
En 2009, près de la moitié des importations françaises de viandes et préparations de lapins provient de Chine, et près d'un quart d'Espagne. À partir de 2002, les importations de viandes et préparations de lapins se réduisent de façon durable. Les

Depuis 1998, la consommation de lapin* a baissé de 40%



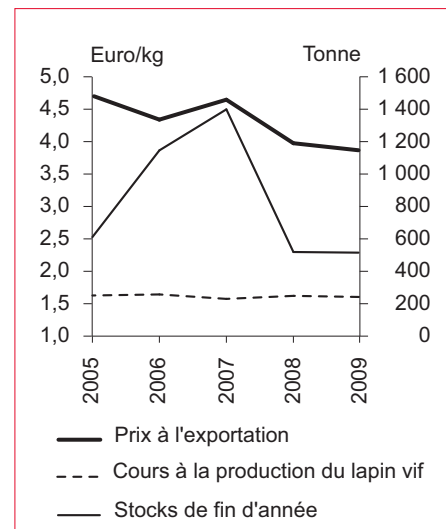
* Consommation calculée par bilan. Sources : Agreste, Insee

En 2002, le solde du commerce extérieur de viandes et préparations de lapins devient excédentaire



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2008, forte baisse du prix à l'exportation due à des stocks importants en fin d'année 2007



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

volumes importés chutent de plus de 6 000 téc en 2001 à 2 400 téc en 2002 (- 61 %). Cette chute s'explique en grande partie par la forte contraction des importations d'origine chinoise : elles diminuent de 4 500 téc en 2001 à 960 téc en 2002, soit - 79 %. Cette réduction fait suite à l'interdiction pour les États membres d'importer des produits chinois, selon la décision de la Commission du 30 janvier 2002 toujours en vigueur fin 2003. Cette décision a été prise en raison de la présence dans les viandes de résidus importants d'antibiotiques interdits en Europe pour l'alimentation animale. En 2003, les importations de viandes et préparations de lapin en provenance de Chine sont réduites à 110 tonnes équivalent carcasse pour s'arrêter en 2004. En 2005, elles reprennent suite

à l'abrogation de la décision de la Commission, mais à un moindre niveau.

Les importations françaises de viandes et préparations de lapins en provenance d'Espagne diminuent également. En 1999, elles atteignent leur plus haut niveau (2 150 téc), puis se réduisent fortement pour atteindre à peine plus de 400 téc en 2009.

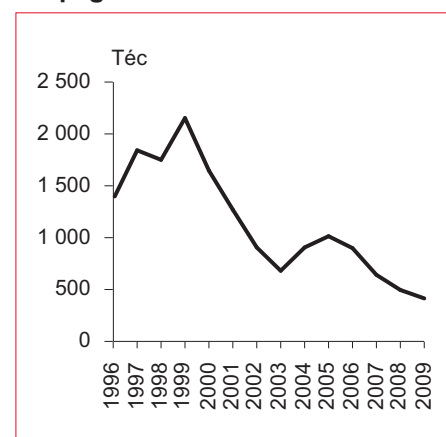
La tendance est sensiblement la même pour les autres principaux fournisseurs européens de la France : en 2009, les volumes importés d'Allemagne et des Pays-Bas ne représentent plus que le cinquième des volumes importés avant 2000. En provenance de l'ensemble Belgique-Luxembourg, ils représentent moins de la moitié des volumes de 1997.

Avec ces pays, la balance du commerce extérieur français de viandes et préparations de lapins est excédentaire. À l'inverse, la Hongrie est un fournisseur net de la France. Les importations depuis la Hongrie de viandes et préparations portent toutefois sur des volumes peu importants, autour d'une centaine de tonnes par an, avec un record de 160 téc en 2003.

En 2009, les exportations ont doublé par rapport à 1998.

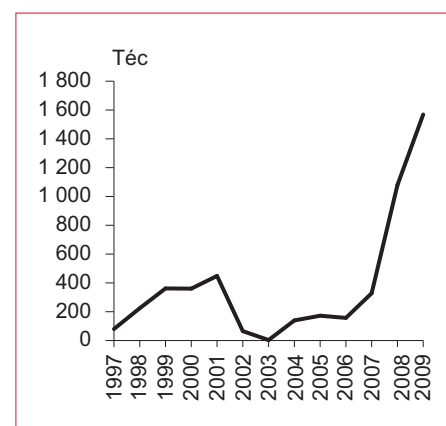
Depuis 1997, l'Union européenne absorbe entre huit et neuf dixièmes des exportations françaises de viandes et

Depuis 1999, les importations françaises en provenance de l'Espagne se sont fortement réduites



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2008, les exportations de viandes et préparations de lapins vers l'Italie augmentent très fortement



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Depuis 1997, forte baisse des volumes de viandes et préparations de lapins importés de Chine

Unité : tonne équivalent carcasse

	Chine	Espagne	Belgique-Luxembourg	Allemagne	Hongrie	Italie
1997	3 340	1 840	650	170	80	75
2009	900	410	260	35	95	45
Évolution 2009/1997 en %	- 73	- 78	- 60	- 80	+ 20	- 40

Source : DGDDI (Douanes)

L'Italie, destinataire privilégié des exportations françaises de viandes et lapins en 2008

Unité : tonne équivalent carcasse

	Italie	Allemagne	Belgique-Luxembourg	Espagne	Royaume-Uni	Pays-Bas
1997	80	1 200	800	90	150	100
2009	1 570	1 200	1 160	610	340	250
Évolution 2009/1997 en %	+ 1 800	-	+ 47	+ 570	+ 130	+ 145

Source : DGDDI (Douanes)

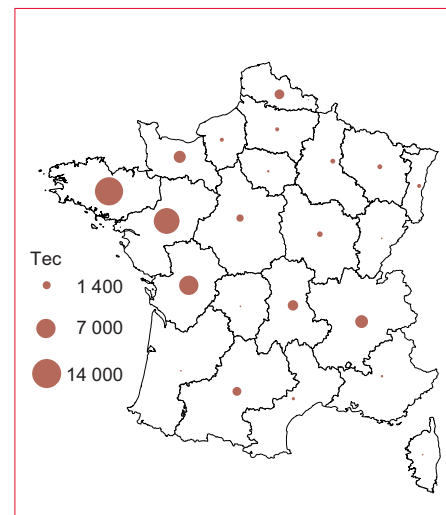
préparations de lapins et les volumes exportés ont plus que doublé.

À destination de l'ensemble Belgique-Luxembourg, les exportations françaises de viandes et préparations de lapins ont augmenté de moitié au cours de cette période. À destination du Royaume-Uni et des Pays-Bas, elles ont plus que doublé. À destination de l'Espagne, elles ont quasiment sextuplé. Et, à destination de l'Italie, elles ont été multipliées par plus de dix-huit : la consommation de lapin y étant élevée en face d'une production défici-

taire chronique, l'Italie devient en effet en 2008 une destination privilégiée pour écouler une grande partie des stocks français de la fin 2007.

La Russie est un client de la France régulier mais peu important (moins de 100 téc), malgré des achats qui montent à 500 téc en 2008 mais retombent à moins de 50 téc en 2009. Hong-Kong a rejoint la clientèle française en 2008 avec 70 téc de viandes et préparations de lapins et devient un marché non négligeable avec près de 500 téc en 2009.

La production de lapin est concentrée à l'ouest de la France



Source : SAA

Le lapin : une histoire ancienne

Le lapin fut « découvert » en Espagne vers l'an 1 000 avant J.C. par les Phéniciens, et les tous premiers élevages datent d'environ – 100 avant J.C.

La cuniculture – ou cuniculiculture – est l'élevage des lapins domestiques. Elle s'est développée à partir du Moyen Âge en Europe, mais n'a réellement pris son essor dans le monde que récemment. Au 19^e siècle, la Révolution industrielle amène de plus en plus de personnes à quitter les campagnes pour venir vivre en ville comme ouvriers. Là, l'élevage du lapin en clapiers devient

populaire car il demande peu de place et il est facile à mettre en œuvre dans les petits jardins dont disposent les citadins.

En 2009, d'après l'Association française de cuniculture, la production mondiale de lapin est estimée à 1,8 million de tonnes équivalent carcasse (téc) en 2009. Le plus gros producteur est la Chine avec 600 milliers de téc estimés en 2009, d'après les sources chinoises officielles. Dans l'Union européenne, la production est estimée à 500 milliers de téc, dont 220 en Italie et 100 en Espagne.

Au commerce extérieur de viandes et préparations de lapins, s'ajoute celui des lapins vivants

En 2009, le commerce extérieur de lapins vivants est largement excédentaire, avec près de 650 milliers d'animaux exportés contre près de 500 milliers importés. Les échanges d'animaux vivants se font très majoritairement avec les pays proches, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'ensemble Belgique-Luxembourg qui draine en 2009 plus de la moitié des exportations françaises de lapins vivants, et l'Espagne plus du tiers. Les importations françaises de lapins vivants proviennent pour la moitié des Pays-Bas et pour près d'un cinquième de l'Allemagne.

Sources et définitions

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes équivalent carcasse (gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- La statistique agricole annuelle pour les productions
- FranceAgriMer-SNM pour les cotations
- Kantar Word Panel pour FranceAgriMer pour les statistiques d'achats des ménages
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- L'Insee et le SSP pour l'Ipampa
- Consommation calculée par bilan (en téc) = production (abattages) + importations viandes et préparations de lapins – exportations viandes et préparations de lapins – variation de stocks

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème Aviculture sont :

- « Les abattages de volaille sont stables au mois de septembre 2010 », Infos rapides Aviculture n° 10/11, novembre 2010
- « En 2009, malgré la crise économique, la consommation française de foie gras a augmenté », Synthèse Aviculture, n° 2010/119, juillet 2010
- « Entre 2004 et 2008, les élevages de poulet se concentrent », Synthèse Aviculture, n° 2010/102, janvier 2010
- « Volailles : la concurrence des pays tiers se développe pour les préparations de viande », Synthèse Aviculture n° 2009/85, septembre 2009

Retour éditorial

Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise

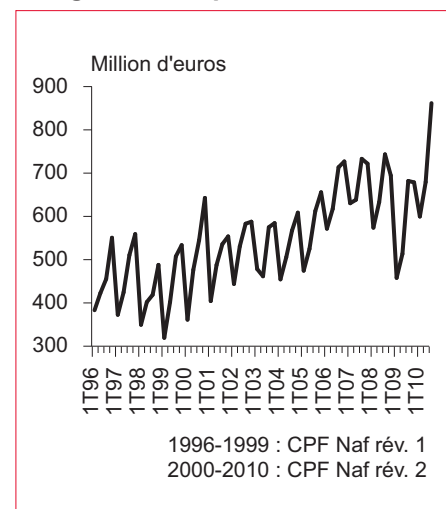
Au troisième trimestre 2010, les exportations en valeur de boissons alcooliques distillées se sont considérablement redressées, après la chute brutale du début 2009 et la rapide reprise qui a suivi. Les États-Unis restent le premier client de la France, malgré la part croissante de la République populaire de Chine et de Singapour. Le cognac, premier poste d'exportation en valeur, a profité de la reprise de la demande américaine et de la hausse des prix. La vodka, peu affectée par la crise économique, est de plus en plus exportée vers les États-Unis depuis 2004.

Avec un excédent commercial de 630 millions d'euros au troisième trimestre 2010, les boissons alcooliques distillées sont un des meilleurs atouts du commerce extérieur agroalimentaire français, après les vins et les champagnes. Au-delà des phénomènes conjoncturels, la valeur des exportations suit depuis 1999 une tendance à la hausse. En 2006, cette hausse a été accentuée par l'augmentation des prix, notamment pour la vodka. Cependant, dès la fin 2007, le montant des ventes à l'étranger s'est rétracté : la demande en cognac des États-Unis s'est réduite, conséquence du début du ralentissement économique, et le prix à l'exportation de la vodka est retombé. Début 2009, la récession a provoqué l'effondrement de la demande étrangère, notamment états-unienne. Les boissons alcooliques distillées, en tant que

produits de luxe, sont en effet très sensibles à la conjoncture économique. Les exportations en valeur ont commencé à se redresser fin 2009, soutenues par la reprise des achats étrangers et par la hausse des prix. Au troisième trimestre 2010, grâce à une forte demande des États-Unis et de l'Asie, la valeur des exportations s'élève à 860 millions d'euros, un niveau encore jamais atteint.

De par son caractère haut de gamme, le cognac représente plus de la moitié du montant des ventes de boissons alcooliques distillées. Viennent ensuite les liqueurs et boissons spiritueuses et la vodka, qui constituent respectivement 16 % et 12 % des exportations au premier semestre 2010. La vodka, plus abordable que le cognac, est le premier poste d'exportation en volume.

Au-delà des phénomènes conjoncturels, les exportations en valeur de boissons alcooliques distillées ont tendance à augmenter depuis 1999



Source : DGDDI (Douanes)

Le whisky, seule boisson alcoolique distillée présentant un solde commercial négatif, constitue près de 70 % des importations du secteur. Il provient en majorité de l'Union européenne, et en particulier du Royaume-Uni et de l'Irlande. Au premier semestre 2010, la demande française en whisky repart à la hausse, après deux années de recul.

De plus en plus d'exportations de boissons alcooliques distillées vers la République populaire de Chine

Les États-Unis, Singapour et la République populaire de Chine (RPC) sont les principales destinations des boissons alcooliques distillées françaises. En effet, contrairement aux autres produits des industries agroalimentaires, qui s'échangent majoritairement avec l'Union européenne, les boissons alcooliques distillées s'exportent à près de 75 % vers les pays tiers.

La part des États-Unis, premier marché étranger, s'est fortement rétractée, au profit de la RPC et de Singapour, plate-forme logistique incontournable de l'industrie des boissons alcooliques distillées dans le commerce avec la RPC. Par ailleurs, la RPC et Singapour représentent plus de 90 % des impor-

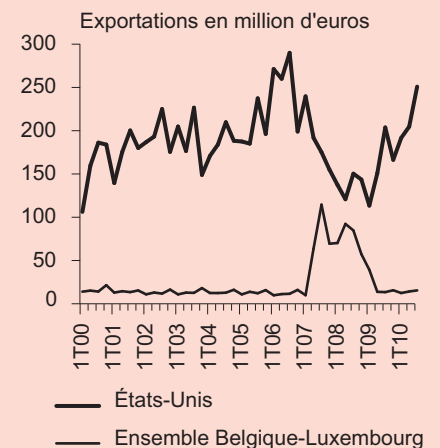
tations asiatiques de boissons alcooliques distillées françaises. La part de l'Asie s'est ainsi accrue depuis la crise économique de 2009, malgré la baisse des ventes vers le Japon et Taiwan.

Ainsi, au troisième trimestre 2010, l'Asie représente 42 % des exportations en valeur vers les pays tiers, soit 280 millions d'euros, contre 31 % en moyenne entre 2002 et 2006.

Entre 2007 et 2008, des exportations vers les États-Unis ont transité par la Belgique

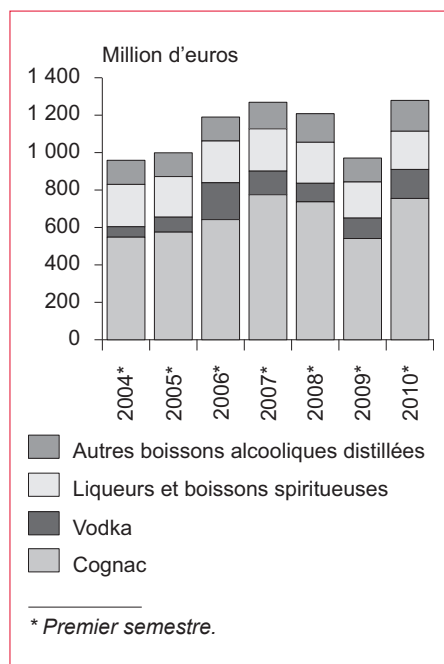
Entre 2007 et le début 2009, une quantité importante de boissons alcooliques distillées, en particulier de cognac, destinée in fine au marché états-unien, a transité par une plate-forme logistique située en Belgique. L'ouverture de cette plate-forme a provoqué de manière artificielle l'explosion des exportations vers l'ensemble Belgique-Luxembourg, et la chute des ventes directes vers les États-Unis.

Entre 2007 et 2009, des boissons alcooliques distillées destinées aux États-Unis ont transité par la Belgique



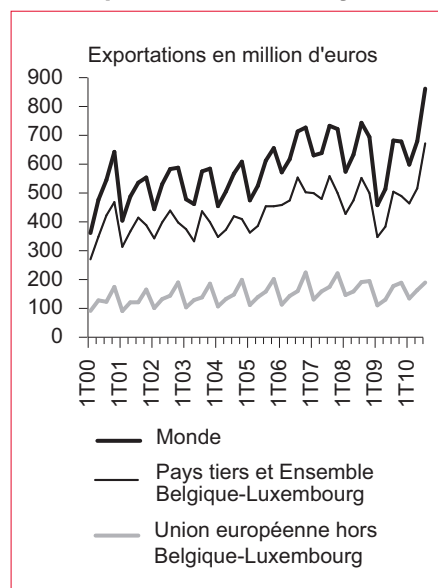
Source : DGDDI (Douanes)

Le cognac constitue la majorité des exportations françaises en valeur



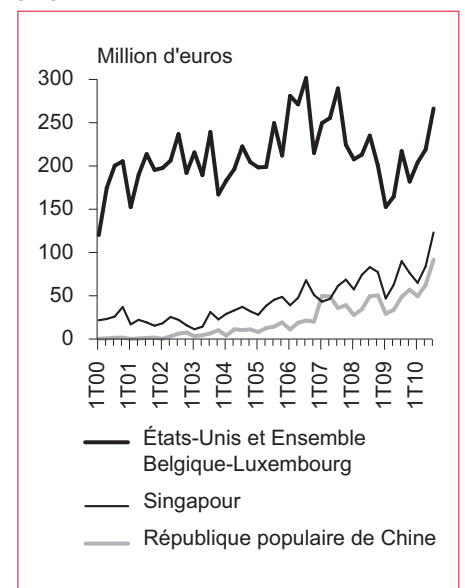
Source : DGDDI (Douanes)

Les États-Unis, Singapour, et la République populaire de Chine sont les principaux pays importateurs de boissons alcooliques distillées françaises



Source : DGDDI (Douanes)

Hausse des exportations françaises vers Singapour et la République populaire de Chine



Source : DGDDI (Douanes)

Cognac : reprise de la demande des États-Unis, très touchée par la crise économique

Avec des exportations s'élevant à 570 millions d'euros au troisième trimestre 2010, le cognac est presque complètement tourné vers l'exportation : la production française est exportée à plus de 95 %. Le marché français, qui lui préfère le whisky, constitue son talon d'Achille. Les États-Unis, premier marché étranger, représentent désormais 30 % des exportations de cognac, contre 23 % pour l'Asie du Nord et 22 % pour l'Asie du Sud-Est. Le montant des ventes de cognac, très affecté par la baisse de la demande des États-Unis en début d'année 2009, s'est fortement redressé au troisième trimestre 2010 : il est non seulement soutenu par la reprise de la demande états-unienne, mais aussi par l'essor des exportations vers l'Asie.

Contrairement aux États-Unis, qui constituent un marché d'entrée ou de milieu de gamme, l'Asie importe du cognac français haut de gamme. L'Union européenne, quant à elle, importe du cognac bon marché. Ainsi, les cognacs exportés vers l'Asie sont 30 % plus chers que ceux exportés

vers les États-Unis et 78 % plus chers que ceux exportés vers l'Union européenne. Par ailleurs, le prix moyen des cognacs exportés vers Singapour s'est fortement accru depuis 2004, passant de 3 900 euros par hectolitre d'alcool pur en 2004 à 5 700 en 2009.

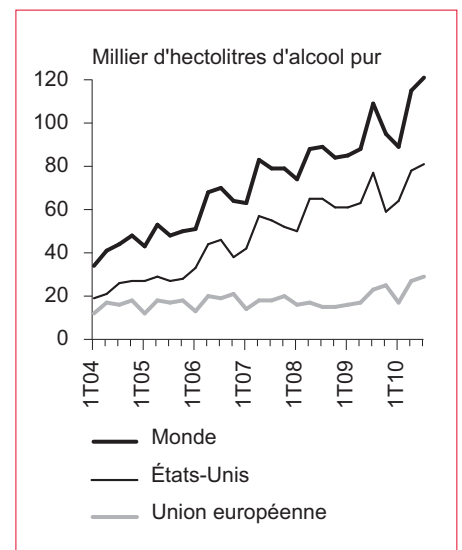
Depuis 2007, les États-Unis importent des vodkas françaises moins chères

Au troisième trimestre 2010, les exportations de vodka sont tournées à plus de 60 % vers les États-Unis. Contrairement au cognac, les ventes de vodka n'ont pas été pénalisées par la crise économique en 2009, notamment grâce au succès de la marque française Grey Goose. Le volume des exportations se développe fortement depuis 2004, conséquence directe de la hausse de la demande états-unienne. Ainsi, au premier semestre 2010, la vodka représente 25 % des exportations en volume de boissons alcooliques distillées, contre 11 % en 2004.

La vodka est devenue le premier poste d'exportation en volume des boissons alcooliques distillées, devant le cognac (22 % des exportations au premier semestre 2010), les eaux-de-vie de vin

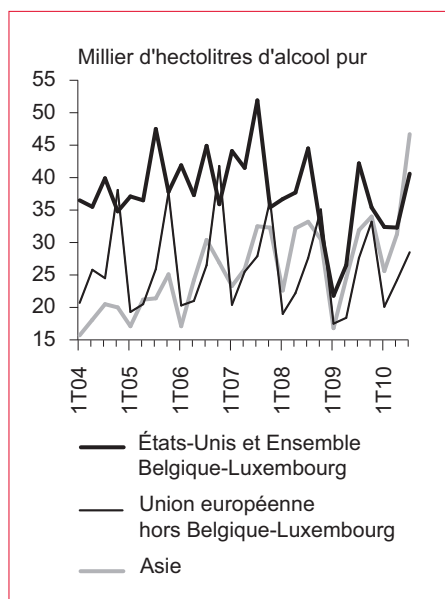
(22 % des exportations) et les liqueurs et boissons spiritueuses (20 % des exportations). Le prix de la vodka achetée par les États-Unis s'est cependant fortement rétracté depuis leur flambée en 2006.

Depuis 2004, les exportations de vodka vers les États-Unis augmentent en volume



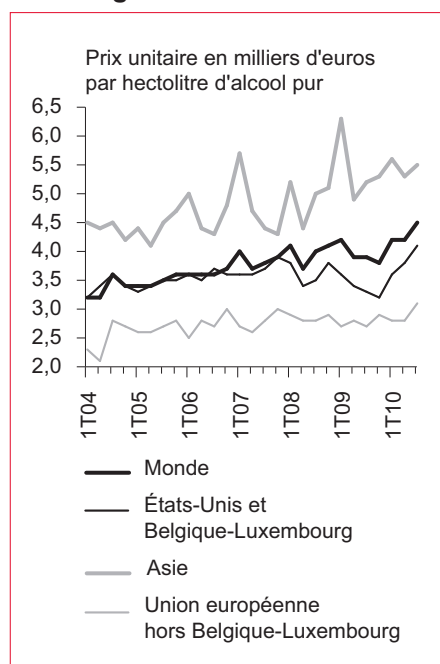
Source : DGDDI (Douanes)

En début d'année 2009, les exportations de cognac ont été très affectées par la baisse de la demande des États-Unis



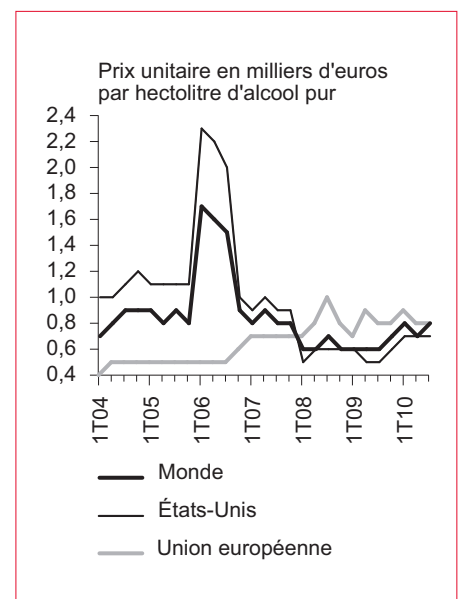
Source : DGDDI (Douanes)

Vers l'Asie, exportations des cognacs haut de gamme



Source : DGDDI (Douanes)

Depuis 2007, les États-Unis importent des vodkas moins chères



Source : DGDDI (Douanes)

Sources

- Les statistiques du commerce extérieur sont élaborées par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI). Dans la classification des produits français révision 2 (CPF rév. 2) des industries agroalimentaires utilisée par la DGDDI, les boissons alcooliques distillées sont classées dans la CPF rév. 2 10.01, à l'intérieur des boissons (CPF rév. 2 11).

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans les rubriques « Conjoncture - IAA » et « Conjoncture - Commerce extérieur agroalimentaire » pour les publications Agreste Conjoncture

Et aussi dans les publications Agreste :

- « Excédent agroalimentaire : un niveau record avec les pays tiers compense une moindre dynamique avec l'Union européenne », Infos Rapides Commerce extérieur n°11/12, novembre 2010
- « Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons », Synthèse IAA n°2010/125, septembre 2010
- « L'industrie des boissons pénalisée par la crise économique et un été pluvieux », Synthèse IAA n°2008/54, décembre 2008
- « Dynamisme des exportations de cognac et vodka », Synthèse, mai 2007

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages

CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Téc : tonne équivalent carcasse
Téoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité
et de l'Aménagement du Territoire
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2010

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr